



L'ÉCOLE PUBLIQUE, SES ÉLÈVES ET SES PERSONNELS PREMIÈRES VICTIMES DU BUDGET LECORNU

Les 4 000 suppressions de postes prévues pour la rentrée 2026, tout comme les coupes budgétaires dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche (formations -66M€, vie étudiante -34M€, recherche scientifique -50M€) vont avoir des conséquences très concrètes et une violence institutionnelle qui n'épargneront personne.



DES CLASSES D'AVANTAGE SURCHARGÉES

Avec 4 élèves de plus par classe par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE, nous faisons déjà partie des pays avec le taux d'encadrement le plus élevé (25,9 pour les collèges et 30,3 pour les lycées).

DES MUTATIONS BLOQUÉES

Moins de postes créés, c'est moins de postes disponibles lors des demandes de mutations. La mobilité des personnels sera bloquée avec des refus systématiques des vœux émis lors du mouvement.

L'ÉCOLE INCLUSIVE EN PANNE

À la rentrée 2025, différents rapports pointaient que des milliers d'enfants en situation de handicap n'étaient pas scolarisés, faute d'accompagnement, et qu'en septembre, 48 726 enfants étaient en attente d'AESH, sur les 352 102 élèves qui y ont droit. Des conditions d'enseignement qui sont culpabilisantes pour les personnels, maltraitantes pour les élèves et source de souffrances pour toute la classe.

UN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EXSANGUE

Il manque 8Mds € à l'ESR pour retrouver le taux d'encadrement des étudiant·es d'il y a 20 ans. L'an dernier déjà, près de 80% des universités étaient en déficit, provoquant des suppressions de postes et une détérioration des conditions de travail et de formation.

UNE MÉDECINE DU TRAVAIL QUASI-INEXISTANTE

Il ne reste plus qu'un seul médecin de prévention pour toute l'académie d'Auvergne, la reconnaissance et la prise en charge des souffrances provoquées par les conditions de travail et les pathologies qui en découlent ne seront plus possibles. Il y aura moins de reconnaissances d'accidents de services et de maladies professionnelles ouvrant des droits et permettant une prise en charge financière des soins par l'administration, moins de temps partiels et de retraites progressives accordés.

DES ABSENCES NON REMPLACÉES

Le nombre de remplaçant·es ne permet déjà plus de remplacer systématiquement les absences des personnels (entre 2018 et 2024, les heures de cours non remplacées ont augmenté de 49 % dans le premier degré et de 93 % dans le second degré). En cas de perte supplémentaire de postes, les agent·es absent·es ne pourront pas être remplacé·es. Cela provoquera pour les personnels une pression accrue des familles et de la hiérarchie, une culpabilisation, une surcharge de travail à leur retour, l'impossibilité de s'absenter pour se former ou prendre un rdv médical, des difficultés pour obtenir un congé de formation.

UNE GÉNÉRALISATION DES SERVICES INCOMPLETS

Dans le second degré, les enseignant·es seront de plus en plus nombreux·euses à ne pas pouvoir assurer un service complet dans un seul établissement. Cela nécessitera pour les agent·es concerné·es des compléments de service dans des collèges et lycées parfois éloignés de leur établissement de rattachement. Cela signifiera plus de trajets, plus de réunions, plus de fatigue, plus de difficultés à travailler en équipe.

Des conditions de travail dégradées pour une école publique paupérisée au profit du privé.

A PARTIR DE JANVIER 2026, MOBILISONS-NOUS !



L'ÉCOLE PUBLIQUE, SES ÉLÈVES ET SES PERSONNELS PREMIÈRES VICTIMES DU BUDGET LECORNU

Les 4 000 suppressions de postes prévues pour la rentrée 2026, tout comme les coupes budgétaires dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche (formations -66M€, vie étudiante -34M€, recherche scientifique -50M€) vont avoir des conséquences très concrètes et une violence institutionnelle qui n'épargneront personne.



DES CLASSES D'AVANTAGE SURCHARGÉES

Avec 4 élèves de plus par classe par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE, nous faisons déjà partie des pays avec le taux d'encadrement le plus élevé (25,9 pour les collèges et 30,3 pour les lycées).

DES MUTATIONS BLOQUÉES

Moins de postes créés, c'est moins de postes disponibles lors des demandes de mutations. La mobilité des personnels sera bloquée avec des refus systématiques des vœux émis lors du mouvement.

L'ÉCOLE INCLUSIVE EN PANNE

À la rentrée 2025, différents rapports pointaient que des milliers d'enfants en situation de handicap n'étaient pas scolarisés, faute d'accompagnement, et qu'en septembre, 48 726 enfants étaient en attente d'AESH, sur les 352 102 élèves qui y ont droit. Des conditions d'enseignement qui sont culpabilisantes pour les personnels, maltraitantes pour les élèves et source de souffrances pour toute la classe.

UN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EXSANGUE

Il manque 8Mds € à l'ESR pour retrouver le taux d'encadrement des étudiant·es d'il y a 20 ans. L'an dernier déjà, près de 80% des universités étaient en déficit, provoquant des suppressions de postes et une détérioration des conditions de travail et de formation.

Des conditions de travail dégradées pour une école publique paupérisée au profit du privé.

A PARTIR DE JANVIER 2026, MOBILISONS-NOUS !

UNE MÉDECINE DU TRAVAIL QUASI-INEXISTANTE

Il ne reste plus qu'un seul médecin de prévention pour toute l'académie d'Auvergne, la reconnaissance et la prise en charge des souffrances provoquées par les conditions de travail et les pathologies qui en découlent ne seront plus possibles. Il y aura moins de reconnaissances d'accidents de services et de maladies professionnelles ouvrant des droits et permettant une prise en charge financière des soins par l'administration, moins de temps partiels et de retraites progressives accordés.

DES ABSENCES NON REMPLACÉES

Le nombre de remplaçant·es ne permet déjà plus de remplacer systématiquement les absences des personnels (entre 2018 et 2024, les heures de cours non remplacées ont augmenté de 49 % dans le premier degré et de 93 % dans le second degré). En cas de perte supplémentaire de postes, les agent·es absent·es ne pourront pas être remplacé·es. Cela provoquera pour les personnels une pression accrue des familles et de la hiérarchie, une culpabilisation, une surcharge de travail à leur retour, l'impossibilité de s'absenter pour se former ou prendre un rdv médical, des difficultés pour obtenir un congé de formation.

UNE GÉNÉRALISATION DES SERVICES INCOMPLETS

Dans le second degré, les enseignant·es seront de plus en plus nombreux·euses à ne pas pouvoir assurer un service complet dans un seul établissement. Cela nécessitera pour les agent·es concerné·es des compléments de service dans des collèges et lycées parfois éloignés de leur établissement de rattachement. Cela signifiera plus de trajets, plus de réunions, plus de fatigue, plus de difficultés à travailler en équipe.



DES SERVICES PUBLICS !

Le budget Lecornu c'est la suppression plus de 3 000 postes de fonctionnaires et une baisse drastique du budget de fonctionnement des services publics vitaux pour nous tous.tes.

Sans les services publics, on fait comment ?

- Moins de moyens pour l'enseignement public, ce sont de plus en plus d'élèves en échec scolaire, des fermetures de classes et d'écoles, l'augmentation du nombre d'élèves par classe, des enseignements non dispensés faute de remplaçant-es...
- Moins de moyens pour l'hôpital ce sont des drames qui ne pourront être évités à cause de la saturation des urgences et l'incapacité de recevoir ou prendre en charge à temps les blessé-es et les malades, ce sont des lits et des services qui ferment au détriment des malades et des personnels soignants surmenés en souffrance.
- Moins de moyens pour la santé c'est également l'impossibilité de se soigner à cause de l'absence de spécialistes, la multiplication des déserts médicaux et des délais d'attente interminables, entraînant une prise en charge trop tardive des pathologies.
- Moins de moyens pour les tribunaux c'est l'impossibilité d'obtenir justice avec la non prise en charge des plaintes, l'absence de protection judiciaire pour les victimes, des jugements de divorces reportés.
- Moins de moyens pour les services publics des transports ce sont des difficultés pour se déplacer du fait de la fermeture de gares SNCF et la disparition de lignes ferroviaires.
- Moins de moyens pour les services publics de Protection de l'Environnement, des Eaux et Forêts, c'est la multiplication des pollutions aux conséquences sanitaires tragiques.
- Moins de moyens pour France Travail, c'est le manque d'accompagnement et de formation des personnes en recherche d'emploi, c'est l'augmentation du nombre de personnes sans emploi basculant dans l'extrême pauvreté.
- Moins de moyens pour l'Enseignement Supérieur et la Recherche, ce sont des étudiant-es dans l'impossibilité de se former et une recherche publique moins à même de faire des découvertes décisives pour l'avenir dans des domaines tels que la santé, l'environnement, la science...
- Moins de moyens pour le logement, ce sont des millions de personnes mal logées ou sans domicile et un marché immobilier ne permettant pas aux jeunes d'accéder à leur premier logement. C'est une privatisation toujours plus grande du parc locatif et une hausse inévitable des loyers.
- Moins de moyens pour le service public des impôts, c'est la hausse de la fraude et de l'évasion fiscale engendrant un déficit public pesant lourdement sur chaque citoyen-ne.

Les services publics sont le capital de celles et ceux qui n'en ont pas. Ils sont une richesse collective qu'il faut à tout prix préserver et développer.

Se mobiliser pour eux, c'est se mobiliser pour notre santé, notre éducation, notre logement, notre travail, notre justice, notre environnement, notre modèle social.



DES SERVICES PUBLICS !

Le budget Lecornu c'est la suppression plus de 3 000 postes de fonctionnaires et une baisse drastique du budget de fonctionnement des services publics vitaux pour nous tous.tes.

Sans les services publics, on fait comment ?

• Moins de moyens pour l'enseignement public, ce sont de plus en plus d'élèves en échec scolaire, des fermetures de classes et d'écoles, l'augmentation du nombre d'élèves par classe, des enseignements non dispensés faute de remplaçant-es...

• Moins de moyens pour l'hôpital ce sont des drames qui ne pourront être évités à cause de la saturation des urgences et l'incapacité de recevoir ou prendre en charge à temps les blessé-es et les malades, ce sont des lits et des services qui ferment au détriment des malades et des personnels soignants surmenés en souffrance.

• Moins de moyens pour la santé c'est également l'impossibilité de se soigner à cause de l'absence de spécialistes, la multiplication des déserts médicaux et des délais d'attente interminables, entraînant une prise en charge trop tardive des pathologies.

• Moins de moyens pour les tribunaux c'est l'impossibilité d'obtenir justice avec la non prise en charge des plaintes, l'absence de protection judiciaire pour les victimes, des jugements de divorces reportés.

• Moins de moyens pour les services publics des transports ce sont des difficultés pour se déplacer du fait de la fermeture de gares SNCF et la disparition de lignes ferroviaires.

• Moins de moyens pour les services publics de Protection de l'Environnement, des Eaux et Forêts, c'est la multiplication des pollutions aux conséquences sanitaires tragiques.

• Moins de moyens pour France Travail, c'est le manque d'accompagnement et de formation des personnes en recherche d'emploi, c'est l'augmentation du nombre de personnes sans emploi basculant dans l'extrême pauvreté.

• Moins de moyens pour l'Enseignement Supérieur et la Recherche, ce sont des étudiant-es dans l'impossibilité de se former et une recherche publique moins à même de faire des découvertes décisives pour l'avenir dans des domaines tels que la santé, l'environnement, la science...

• Moins de moyens pour le logement, ce sont des millions de personnes mal logées ou sans domicile et un marché immobilier ne permettant pas aux jeunes d'accéder à leur premier logement. C'est une privatisation toujours plus grande du parc locatif et une hausse inévitable des loyers.

• Moins de moyens pour le service public des impôts, c'est la hausse de la fraude et de l'évasion fiscale engendrant un déficit public pesant lourdement sur chaque citoyen-ne.

Les services publics sont le capital de celles et ceux qui n'en ont pas. Ils sont une richesse collective qu'il faut à tout prix préserver et développer.

Se mobiliser pour eux, c'est se mobiliser pour notre santé, notre éducation, notre logement, notre travail, notre justice, notre environnement, notre modèle social.